

ALERTE

38 fédérations et associations nationales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion
membres de la Commission lutte contre la pauvreté de l'UNIOPSS
30 collectifs inter-associatifs locaux présents dans 14 régions.

Communiqué de presse

Paris, le 26 juin 2015

N'oublions pas les autres migrants !

Les annonces gouvernementales concernant l'accueil des migrants constituent un réel progrès dans la prise en compte des situations des demandeurs du statut de réfugiés. Ceux-ci pourront dans beaucoup de cas, bénéficier d'une réelle amélioration de leur sort. Mais ces mesures ne répondent pas de manière suffisante à la demande d'accueil des personnes présentes sur notre territoire et qui n'ont pas le statut de réfugié. Les propositions qui sont faites ne permettent pas de trouver une réponse adaptée au respect de la dignité de ces personnes.

ALERTE attire l'attention des pouvoirs publics, et des représentants élus de la nation, sur les coûts humains, économiques et politiques qu'entraînent ces situations de précarité sociale auxquelles sont soumises les personnes présentes sur notre territoire et qui, issues de pays en grande difficulté, n'ont pas le statut de réfugiés, et qui, pourtant, ne sont pas expulsables.

Il est urgent de prendre des mesures concernant les formes concrètes qui permettent de respecter l'obligation d'accueil inconditionnel des personnes en détresse, comme cela est prévu dans le code de l'action sociale et dans les conventions internationales qui créent pour l'État français des obligations qui lui sont régulièrement rappelées.

Contacts presse

François Soulage – 06 07 64 76 66 – alerte@uniopss.asso.fr
Valérie Mercadal – 01 53 36 35 06 / 07 – vmercadal@uniopss.asso.fr